

**Antonin Konieczka – M1 APE**  
**Tannelie Blom, “Conceptualising the Role of Expertise in EU Policy-Making”, in *The Contestation of Expertise in the European Union*, 2021.**

**Introduction**

Tannelie Blom est professeur d'études européennes à l'Université de Maastricht (P.B.) au sein de laquelle il tient une chaire sur l'étude théorique du processus d'intégration européenne. Il est aussi l'un de directeurs du *Administrative Governance project* au sein de la même université qui étudie la manière dont l'information est abordée au sein de l'UE et leur rôle dans l'accès à une capacité d'influence privilégiée par certains acteurs dans l'élaboration des politiques européennes.

Ce chapitre s'inscrit pleinement dans le cadre de ces travaux sur le rôle de l'information et les politiques de l'information au sein de l'Union européenne dont les premières publications remontent à 2014.

T. Blom se situe ainsi dans le courant de l'étude des administrations publiques et des organisations bureaucratiques, plus spécifiquement européennes avec une entrée particulière sur le rôle de l'information et de l'expertise qui se traduit par le concept de '*politics of informing*'. Ses travaux dépassent néanmoins le seul aspect théorique à l'image de son autre chapitre dans *The Contestation of Expertise in the European Union* abordant le rôle de l'expertise dans la PESC et en particulier auprès du HR/VP et du SEAE. Il reprend aussi une approche de psychologie sociale. Il met en avant les divisions des rôles au sein du SEAE mais aussi sur l'absence de contestation dans l'organisation de l'expertise au sein du service, illustrant ainsi en partie l'approche théorique et les concepts qu'il s'attarde à développer dans "Conceptualising the Role of Expertise in EU Policy-Making".

**Résumé**

Ce chapitre d'ouvrage vise à démontrer que le rôle de l'expertise au sein de l'Union européenne n'est pas seulement contesté en dehors du monde du *policy-making*, mais aussi à un niveau conceptuel de la recherche universitaire, et ceux sous divers angles. L'hypothèse principale est de dire qu'un ensemble de domaines de recherches, relativement sectorisés et les uns par rapport aux autres au sein des sciences du comportement, abordant la question de l'étude de l'expertise et des experts, amènent eux aussi à contester cette expertise dans un cadre européen.

Le problème est donc de concevoir une approche théorique permettant d'intégrer ses pensées de domaines de recherches variés, leurs approches et leurs apports, au sein d'une conceptualisation unifiée pour aborder la question du traitement de l'expertise et des experts.

D'un ensemble parfois contradictoire sinon divergents dans l'étude de la nature des experts et du rôle de l'expertise, Tannelie Blom tente d'en extraire un système cohérent. Pour cela, l'auteur part d'un présupposé ontologique issu de la théorie des organisations, pour aborder les organisations – celles de l'Union européenne dans ce cas d'étude - comme des entités existantes au travers d'une forme d'épisodes subséquents de traitements d'informations accompagnées de décisions qui agissent en tant qu'événements de transitions marquant à la fois la fin et le début d'un épisode de leur existence.

Le chercheur analyse ainsi la littérature sur l'expertise issue de plusieurs domaines des sciences du comportement, à savoir la sociologie précisément des sciences et technologies (STS), la psychologie cognitive et la psychologie comportementaliste (ou behavioriste). S'y ajoute enfin la socio-psychologie. Au sein des STS, dominées par une approche constructiviste, l'expertise est ainsi reconnue en tant que qualité attribuée, marquant ainsi l'importance de la reconnaissance par les pairs, tandis que dans une perspective cognitive c'est l'expérience dans un domaine spécifique qui prime. Du côté de la psychologie sociale c'est l'appréciabilité d'un niveau de connaissance plus élevée que la moyenne qui l'emporte tandis que les groupes d'experts fonctionnent mieux lorsqu'ils sont hétérogènes. Les approches analysent donc les experts sous différentes facettes.

Introduisant les concepts de « politiques (*politics*) constructives de l'expertise » et de « politiques (*politics*) opérationnelles de l'expertise », l'auteur développe ainsi une démonstration qui, reprenant les approches précédemment introduites, vise à offrir un instrument conceptuel pour étudier plus précisément la structure et les dynamiques internes des groupes d'experts.

Son résultat amène ainsi à proposer une nouvelle conceptualisation permettant une meilleure compréhension du rôle de l'expertise et de sa contestation au sein de l'UE. La politique constructive de l'expertise renvoi ainsi à la construction du cadre de formation et d'usages des groupes d'experts par les agents bureaucratiques. La politique opérationnelle de l'expertise vise à offrir un paradigme pour éclairer l'exploitation des groupes d'experts par les organisations pour obtenir des résultats souhaités.

## **Méthode**

La démonstration repose principalement sur l'usage de plusieurs ensembles de littératures scientifiques qui permettent la constitution des approches théoriques du chapitre.

Un ensemble de littérature est plus dominant dans l'usage méthodologique qui en est fait, la psychologie sociale des groupes d'experts mentionnée comme nouvelle arrivant. Il identifie les différences conceptuelles et théoriques entre les approches pour présenter les apports de divers états de l'art. Il cherche ensuite, à partir de cette base de littérature scientifique, à formuler un ensemble cohérent et systématique permettant de formuler une nouvelle approche sur l'étude des experts et de l'expertise.

La méthodologie n'est ainsi pas ancrée sur la conduite d'entretien ou de littérature officielle mais bien sur les études conduites par les différents domaines de recherche considérés comme divergents et parfois contradictoires les uns par rapport aux autres. Son "*information-processing approach*" est ainsi utilisée comme un sélectionneur d'idées et d'approches des courants de littératures selon les besoins exprimés.

### **Points notables**

Si les évocations précédentes des résumés de la littérature scientifique existante sur les experts dans les domaines ont une utilité certaine, l'un des points notables de l'article réside aussi dans la proposition d'un ensemble de différenciation entre les types d'expertise pour en faciliter l'étude au sein de l'UE.

La première proposition est l'« *expertise en la matière* » renvoi à la connaissance de la relation de cause à effet sur un domaine particulier ou à la capacité d'interpréter l'aspect normatif de possibles actions politiques dans des cadres moraux plus généraux. La seconde, l'« *expertise politique (political)* » renvoi à l'habilité d'évaluer la faisabilité d'actions politiques, mais aussi de comprendre les volontés politiques des décisionnaires pour dresser une position de négociation favorable. L'« *expertise procédurale* » vise elle à étudier l'expertise par le biais de la connaissance législative et des pratiques réglementaires et procédurales de politiques européennes, en particulier dans le cadre du jeu institutionnel. L'« *expertise d'une politique* », cherche à catégoriser la maîtrise de politiques publiques ou d'instruments, ainsi que leur historique sur un domaine précis. Enfin, l'« *expertise sur les experts* » se réfère à l'habilité d'identifier les experts et à gérer un groupe d'expert en particulier sur l'usage de l'information.

Cette classification doit permettre d'accroître la précision de l'étude de l'expertise et des groupes d'experts d'après T. Blom. Ainsi, l'étude de la littérature scientifique des ensembles précédemment évoqués lui permet de nourrir une réflexion plus large sur l'étude de l'expertise en elle-même et d'en extraire une approche plus précise visant aussi à classifier les différentes expertises selon leur fonction et leur dimension. La finalité de ces points notables relève aussi de pouvoir mettre en exergue les différences de relations entre experts, entre groupes d'experts mais aussi entre les experts et les administrations référentes ou à l'origine de leur création, et donc d'approfondir l'étude – principalement socio-politique – du fonctionnement des organisations bureaucratiques et donc de l'Union européenne. Le tout en gardant en ligne de mire la contestation de ces groupes d'expert et la question de l'expertise. C'est par une étude plus fine permise par l'approche de psychologie sociale qu'il propose que l'auteur envisage ainsi d'aborder les critiques, en particulier sur l'utilisation qui en est fait par les administrations tout autant que sur le processus constitutionnel même de ces groupes par les administrations. T. Blom propose donc un renouvellement du champ d'études dans lequel il opère.

Blom suggère ainsi, en ligne avec la recherche socio-psychologique sur les experts, que l'expertise est le produit d'interaction de communications invoquant un minimum de deux acteurs, excluant ainsi l'analyse de l'expert en tant qu'individu en la préférant au groupe d'experts. La contribution à l'étude du *policy-making* ne peut être réduite au seul rôle d'un unique expert mais bien à celui, *a minima*, d'un donneur d'information et d'un receveur d'information. L'équation étant le plus souvent évidemment étendue au-delà de ce simple binôme par la composition en groupe ou en bureau.

Le chapitre ne contient pas de chiffres – à l'exception du nombre de 1237 groupes d'experts constitués en 2006 et de leur domination par les représentants d'Etats membres – ni d'entretiens auprès de personnel européen ou issu des états membres.

## **Conclusion**

Si la proposition d'une forme de « boîte à outils » conceptuelle de la classification des types d'expertise vise à apporter une définition plus raffinée de ce qu'est l'expertise, on regrettera néanmoins la limitation de la justification faite sur ces classifications ainsi que sur leur possible emploi. Si l'auteur précise lui-même que l'expertise sur les experts, l'expertise procédurale et l'expertise politique apparaissent, *prima facie*, comme étant présents parmi les acteurs européens participant à la composition des groupes d'experts, il n'étend pas son propos. Plus précisément, mentionnant le terme de ressources dans son chapitre, la présence de ces types d'expertise parmi les personnels Européens semblerait agir comme des ressources plus importantes que d'autres types au sein de l'Union européenne. De plus, ayant travaillé sur l'information et les politiques de l'information, et sur l'expertise le tout comme ressource au sein des bureaucraties, on peut ainsi questionner l'hypothèse d'une classification hiérarchisée des types d'expertises dans le cas spécifique de l'Union européenne. Les trois mentionnées comme étant par T. Blom laissent entrevoir l'hypothèse d'un capital supérieur pour les agents européens si dotés de l'une ou de plusieurs de ces expertises au détriment des deux autres catégories présentées.

Les deux concepts introduits, « *constitutive politics of expertise* », et « *operational politics of expertise* » permettent, selon le politologue, d'aborder la contestation, interne et externe, de l'expertise et des groupes d'expertes. S'il exploite à nouveau des recherches issues de la littérature, l'introduction de ces notions reste encore sous-tendue de la nécessité de démonstrations empiriques. Néanmoins, ce chapitre étant introductif, cette critique est évidemment à peser au regard des chapitres constituant le développement de l'ouvrage qui porte avant tout sur la contestation et pourrait donc laisser d'autres développements (en particulier sur la notion de ressources), de côté.